

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2009)  
**Heft:** 1833

**Artikel:** Le PSS, aile gauche de la social-démocratie européenne : solidement arcbouté sur la défense des salariés et de l'État social, le parti socialiste suisse n'échappe pourtant pas à la désaffection des électeurs  
**Autor:** Jaggi, Yvette  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1013929>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 02.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

autorités devraient juger en toute indépendance de la question de savoir si les 5'000 demandes présentées par les autorités américaines selon les critères négociés avec UBS rempliront ou non les conditions de l'article 26 de la convention.

Entre la transmission directe pour cause de raison d'Etat et l'application de la procédure dissuasive prévalant jusqu'ici (trop longue pour satisfaire aux exigences pressantes des Etats-Unis), la marge de manoeuvre pour le vaisseau amiral suisse paraît donc étroite. Il faut inventer une formule de prêt-à-porter permettant le traitement d'une masse de dossiers dans le respect du droit. Cela explique sans doute la prudence de Jedi d'Eveline Widmer-Schlumpf à

l'heure d'évoquer les contours de l'accord qu'auraient trouvé le fisc américain et UBS pour mettre fin au procès de Miami tout en respectant les procédures prévues par la loi. Si le sauvetage d'UBS s'opérait à nouveau en violation de l'Etat de droit et de l'indépendance de la justice, la Suisse basculerait du côté obscur de la force.

#### **Mise à jour du lundi 10 août 2009:**

Les parties ont déjà différé à deux reprises l'annonce de la conclusion d'un accord formel et le président de la Confédération lui-même a annoncé que Berne n'envisageait pas le recours au droit d'urgence. Les parties butent donc sur les difficultés

liées à la procédure d'entraide. Le personnel supplémentaire nécessaire à son accélération sera extrêmement difficile à trouver. Et le président du TAF estime qu'il est illusoire de vouloir gagner plus d'une semaine sur la procédure de recours qui dure environ trois mois. Le Conseil fédéral a tenu lundi 10 août une séance dont rien n'a filtré mais où l'ordonnance qui précise les conditions d'application de la convention de double imposition figurait sans doute au menu. Washington a intérêt à jouer la montre, ce qui met un peu plus la pression sur les contribuables américains qui peuvent encore se dénoncer sans risque de sanctions pénales.

## **Le PSS, aile gauche de la social-démocratie européenne**

*Solidement arcbouté sur la défense des salariés et de l'Etat social, le parti socialiste suisse n'échappe pourtant pas à la désaffection des électeurs*

Yvette Jaggi (10 août 2009)

A l'époque où ils étaient présidents des partis socialistes suisse et vaudois, Peter Bodenmann et Pierre-Yves Maillard ne cachaient pas leur désir de faire le vide à la gauche du PS. Leur vœu est désormais accompli, à en croire l'étude dirigée par le professeur Andreas Ladner sur le positionnement des partis suisses, comme tels et par rapport à leurs homologues actifs dans les différents pays européens.

Cette analyse comparative, dont le *Tages-Anzeiger* livre certains résultats en avant-première, révèle en effet que le

parti socialiste suisse (PSS) est le plus à gauche des partis sociaux-démocrates d'Europe, avec un profil qui recoupe assez exactement celui de l'allemande *Die Linke* (La gauche). Créée en 2005 par Oskar Lafontaine avec les déçus du socialisme à la Schröder et les survivants du communisme de l'ex-RDA, cette formation obtenait 7,5% des voix aux élections européennes de juin dernier, alors que la SPD en retenait seulement 20,8%, faisant ainsi le plus mauvais score de la social-démocratie allemande depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cette position relativement extrême, le PSS ne la doit pas selon Andreas Ladner à une récente radicalisation de son programme mais bien à une fidélité de longue date à l'égalité et aux libertés fondamentales ainsi qu'à la défense inconditionnelle de l'Etat social dont découle une résistance farouche à toute forme de libéralisation. Deux thèmes sur lesquels Dominique Strauss-Kahn et Tony Blair, pour ne citer qu'eux, ont adopté des positions beaucoup moins catégoriques.

Comment ce PSS si bien profilé à gauche peut-il vivre dans une

Suisse qui passe pour le pays des compromis à tout prix et des majorités de circonstances? Grâce au système politique suisse lui-même, en réalité très polarisé, répondent en chœur le politologue Andreas Ladner et le secrétaire général du PSS Thomas Christen. Dont acte.

Cette vision surprenante du fonctionnement des institutions politiques fédérales par un spécialiste qui les enseigne à l'Institut des hautes études en administration publique (IDHEAP) appelle au moins trois remarques.

D'abord, on observe effectivement dans la présente législature une polarisation des positions au Conseil national, produisant les fameuses «*alliances contre nature*» entre l'UDC et le PSS qui se prononcent dans le même sens mais pour des raisons diamétralement opposées, en particulier sur les questions militaires.

Au reste, l'étalement d'un centre qui gagne en surface mais aussi en mollesse prévient efficacement toute émergence de majorités clairement

définies, susceptibles de gouverner en alternance. Le système favorise en revanche les manœuvres tactiques et l'élaboration de solutions longuement négociées avant de trouver aux Chambres fédérales une majorité que le peuple ne se prive pas de remettre en cause par voie de référendum.

Enfin, force est de constater que son positionnement clair, dont se rapprochent les Verts au niveau fédéral tout au moins, ne vaut pas au parti socialiste suisse des résultats électoraux plus brillants qu'ailleurs. La crise y est sans doute pour quelque chose, qui incite davantage au repli qu'à l'expérimentation et tend à confirmer malgré tout l'attribution à la droite de meilleures compétences en matière économique et financière.

Outre cet aspect conjoncturel, une raison plus profonde pourrait expliquer les récents reculs électoraux des socialistes suisses. Le PSS se trouve de fait réduit à l'accomplissement incertain d'une mission de sauvetage des assurances

sociales, avec l'aide mathématiquement indispensable d'une partie de la droite. Pas question d'obtenir de nouvelles prestations – les crèches et garderies faisant exception. Encore moins de songer à une réorientation du système vers la forme pourtant primordiale de prévoyance: la formation jamais achevée à la vie active – et non seulement l'assurance d'une retraite longuement préfinancée. L'expérience du chômage comme «*premier emploi*» est la plus tristement démotivante qui soit. Seule une formation adéquate peut la prévenir ou donner au moins les moyens d'en sortir sans tarder. Et en outre de faciliter les éventuels changements professionnels ultérieurs. Il incombe dès lors à la gauche non seulement de sauvegarder les acquis mais aussi de persuader les citoyens dont la vie active se trouve bientôt ou déjà derrière eux que, dans une population vieillissante, la formation constitue bien la priorité numéro un pour l'avenir d'une société et la prospérité de son économie.

## Et si nous regardions le monde en face...

*Revoir les finalités de la politique de sécurité, favoriser une approche européenne demande un engagement réaliste de la gauche*

Jean-Daniel Delley (29 juillet 2009)

La procédure d'audition des partis, des organisations et des experts a pris fin (DP 1832). C'est maintenant à l'administration d'élaborer le projet de rapport sur la politique de sécurité que le Conseil fédéral doit présenter d'ici la fin de l'année.

De son côté, sans attendre cette nouvelle définition de la politique de sécurité, le chef du département de la défense annonce qu'il créera prochainement un groupe de travail pour réévaluer et redéfinir les missions des soldats suisses à l'étranger. Il

ne cache pas son aversion pour les tâches de maintien de la paix et leur préfère des interventions purement humanitaires, qui ne mettent pas directement en danger nos soldats. Cette position reflète celle de l'UDC et ne présage pas une véritable mise à jour de